Saut d'index "socialement corrigé" ou hausse de la TVA "neutralisée dans l'index"? A moins qu'une cotisation temporaire de crise? Et pourquoi pas une imposition de la prime syndicale? Alors que le chômage explose et que la pauvreté atteint des niveaux plus révoltants que jamais, voilà les informations qui filtrent de la négociation budgétaire. Une seule certitude: le gouvernement Di Rupo ne prendra pas l'argent là où il est. Il suffirait de lutter vraiment contre la fraude fiscale pour récupérer 20 milliards par an. Pour ne pas parler des intérêts notionnels (5,4 milliards/an), des réductions de cotisations sociales (8 milliards/an), des nombreuses aides publiques sans contreparties d'emplois, de la non taxation des plus values boursières et du fait que les grandes entreprises ne paient pratiquement pas d'impôts... Mais tout cela, ce sont des vaches sacrées capitalistes, défense d'y toucher! Au contraire: pour les patrons, il faudrait encore les engraisser, en réduisant une fois de plus les cotisations patronales à la sécurité sociale. Les "charges", comme ils disent, alors qu'il s'agit d'une partie de nos salaires... C'est dans ce contexte menaçant qu'interviennent la grève et les actions syndicales de ce 14 novembre. Il est clair qu'il ne s'agit pas seulement de "solidarité avec les collègues de Grèce, d'Espagne et du Portugal" mais de la lutte commune indispensable des travailleurs et travailleuses d'Europe contre une politique d'austérité despotique qui sème le chômage, le malheur et la misère pour les 99%. Ci-dessous le tract distribué à cette occasion par les militantes et les militants de la LCR.

Télécharger notre tract en format pdf ici